

Synthèse d'activités août 2016 à août 2017

La Plateforme Genre et développement

La Plateforme Genre et développement est une initiative du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères à partir de 2006, visant à favoriser la concertation entre pouvoirs publics et acteurs et actrices de la société civile sur les enjeux de Genre et développement. La Plateforme GED rassemble, lors de réunions plénières et dans des groupes de travail thématiques, des représentant-es de différentes familles d'acteurs : pouvoirs publics (MEAE), Agence française de développement, ministère et service de l'égalité femmes-hommes), institutions (OCDE, Organisation internationale de la Francophonie, Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes), organisations de solidarité internationale (OSI), associations de solidarité internationale issues des migrations (ASIM), collectivités territoriales, milieux de la recherche et universitaires, élu-es et parlementaires.

Activités 2016 - 2017

Le fil conducteur de l'activité de la Plateforme GED est la mobilisation et la concertation entre les différentes familles d'acteurs français impliquées dans les questions de genre, développement et solidarité internationale, notamment sur une priorité thématique : Genre et climat et une priorité transversale : le Document d'orientation stratégique Genre et développement du ministère des Affaires étrangères. Ces priorités reflètent les objectifs politiques et stratégiques des pouvoirs publics français ainsi que des institutions de développement, et d'organisations de la société civile et collectifs engagés à l'international.

Coordonné par l'association Adéquations, l'action a été menée en collaboration avec quatre ONG (Genre en Action, Enda Europe, Aster-International, avec l'appui de CARE France).

Mise en œuvre de l'animation générale de la Plateforme GED

Les temps forts de la mobilisation de la Plateforme GED ont été constitués des deux rencontres organisées le 14 octobre 2016 et le 4 avril 2017 au Centre de conférence du ministère, jumelées à une journée interne de formation des correspondant-es genre du MEAE en poste dans les pays. Ce format permet des échanges intéressants et concrets sur l'expérience de terrain entre les agent-es du MEAE et les acteurs de la société civile. Cette dynamique a enrichi les travaux visant à émettre des recommandations pour le futur nouveau Document d'orientation stratégique genre pour la période 2018-2022.

Rencontre du 14 octobre 2016

Cette journée a connu une grande ampleur, avec la venue du secrétaire d'Etat chargé du Développement et de la Francophonie, à qui a été remis le 2eme Avis d'évaluation de la

stratégie Genre et Développement par la présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes. L'annonce du prochain Document d'orientation stratégique genre a été faite par le Secrétaire d'Etat. Près de 100 personnes (dont environ 30 correspondant-es genre du MEAE) ont participé à cette plénière et 55 organisations étaient représentées.

Rencontre du 4 avril 2017

La deuxième rencontre a également rassemblé 80 personnes / organisations, avec la participation de correspondant-es genre, dont plusieurs ont été sollicités pour apporter un éclairage sur la prise en compte du genre dans leurs pays (Maroc, Finlande, Russie).

Les nouveaux documents d'orientation stratégique ou feuilles de route du MEAE ont été présentés (Stratégie sur les enjeux de population, droits et santé sexuels et reproductifs, Feuille de route nutrition, Stratégie en santé mondiale et la Stratégie éducation formation professionnelle insertion, qui intègrent l'approche de genre). Il a été rappelé que le CICID (Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement) du 30 novembre 2016 a acté l'élaboration d'un nouveau DOS pour 2018-2022 articulé autour de l'agenda 2030 pour le développement durable.

Le site web de la Plateforme et communication

Le site <http://www.genre-developpement.org/> a été actualisé et considérablement étoffé, notamment la partie sur les politiques publiques et la partie sur les ressources documentaires. En moyenne trois informations par mois ont été adressées à la liste mail de la Plateforme.

Renforcer la diversité

Un groupe de chercheuses a été incité à participer aux travaux (IRD, Université de Bordeaux, Université de Toulouse, Sciences Po Paris, Sciences Po Strasbourg, Paris 1, CIRAD)...

De même les réseaux multi-acteurs en régions ont été approchés : Lianes Coopération, Centraider, RésaCoop, Horizons Solidaires, CRIDDEV. Ces réseaux sont intéressants car ils incluent à la fois des ONG et des collectivités territoriales. Des collectivités locales ont également rejoint les travaux (représentant-es de l'AFCCRE, l'Association des maires de France, l'Association des départements et de quelques villes.

La participation d'associations de solidarité internationales issues des migrations a également été encouragée.

Groupe de travail sur le futur Document d'orientation stratégique genre (DOS genre)

La Plateforme joue un rôle d'interface et de concertation entre le ministère des Affaires étrangères et les organisations de la société civile afin de permettre la participation des acteurs à l'élaboration du DOS genre. Pour cela, un groupe de travail « DOS genre 2018-2022 » a été mis en place. Un atelier le 14 octobre 2016 a débouché sur de premières recommandations. Puis lors d'une journée en avril 2017, trois groupes de travail simultanés ont fait des propositions. Cinq axes ont été définis par les acteurs :

- L'appropriation : assurer la systématisation du genre (outils, marqueurs, formation, accompagnement, procédure, évaluations, communication...).
- L'articulation avec les 17 objectifs de développement durable de l'ONU et avec les autres documents d'orientation stratégique du MEAE.
- Le financement (budgétisation sensible au genre) : priorités, critères, mécanismes, indicateurs de suivi, redevabilité.
- Le plaidoyer : comment orienter et renforcer la diplomatie du genre et des droits des femmes (priorités, argumentaires en externe).
- Le renforcement des synergies : comment mobiliser, favoriser la complémentarité des actions et la mutualisation des expériences.

Ces axes devront s'articuler avec la participation des « familles d'acteurs » :

- MEAE, AFD, Ambassades, opérateurs
- ONG et OSI/OSIM, associations dédiées au genre
- Collectivités territoriales, réseaux multi-acteurs
- Centres de recherche, universités
- Autres ministères et pouvoirs publics, Parlement.

Participation aux auditions du Haut Conseil à l'égalité pour l'évaluation du DOS genre

La Plateforme GED a participé au processus d'évaluation annuelle du précédent Document d'orientation stratégique genre et développement de 2013-2017. De nombreux éléments d'analyse ont émergé des travaux du groupe DOS genre et notamment de la synthèse faite des apports antérieurs aux évaluations du Haut Conseil.

Groupe de travail thématique Genre et climat

Le groupe de travail Genre et climat, animé par Enda Europe, CARE France et Adéquations, a poursuivi ses activités de concertation des familles d'acteurs et d'organisation d'événements, autour des enjeux Genre et climat :

Le document de plaidoyer élaboré par le groupe de travail : "*Eléments-clés pour prendre en compte l'égalité femmes-hommes dans l'accord de Paris*" a été actualisé en septembre suite aux négociations de Bonn de mai 2016. Il recommande le passage à l'échelle des projets genre et climat, l'accès à des moyens techniques et financiers appropriés grâce à des alliances nouvelles multi-acteurs notamment au niveau territorial et local. Les axes de recommandations en sont notamment :

- Plus de financements fléchés sur le genre et un suivi de ces derniers par les marqueurs du CAD de l'OCDE, notamment les financements dédiés qui ne représentent que 3% de l'aide

publique au développement. Des financements plus larges, distribués en cascade pour parvenir aux organisations de base.

- Des technologies appropriées, accessibles, sûres pour la santé et reconnaissant les connaissances des femmes, permettant la diminution et le partage des tâches domestiques et environnementales, ainsi que l'égalité professionnelle.
- Miser sur l'adaptation, le renforcement de la résilience et de la solidarité au niveau des communautés et des projets de terrain.
- Intégrer l'expertise genre à tous les niveaux de concertation autant que la présence et participation des femmes aux décisions
- Construire de nouvelles alliances notamment entre autorités locales et société civile pour concevoir des programmes effectifs et visibles à échelle locale et des territoires

Participation à la COP22

La Plateforme GED a permis la mobilisation d'une délégation de la société civile française (une dizaine de personnes représentant Adéquations, Genre en Action, Enda Europe, Réseau féministe Ruptures), qui s'est articulée sur place à Marrakech avec les réseaux internationaux et leurs espaces d'informations et de plaidoyer.

Un événement multi-acteurs a été organisé : "*Genre, climat et finances vertes de nouvelles alliances pour une action efficace contre le changement climatique et un accès facilité aux financements climat* ». Des partenaires du Sud ont présenté leurs positions et recommandations : Réseau Climat et Développement, Enda Energie.

En définitive, compte-tenu de la faiblesse habituelle de la participation francophone et surtout française aux processus de négociations climatiques où les ONG anglo-saxonnes sont fortement représentées, cette mission à la COP22 d'actrices de la Plateforme GED a permis de montrer les réalisations françaises et de faire connaître la Plateforme en tant qu'interface multi-acteurs.

Documents

- Intégrer l'égalité femmes-hommes dans l'accord de Paris :

<http://www.genre-developpement.org/wp-content/uploads/2016/10/Elements-cle%CC%81-COP22-GT-Genre-et-Climat-16052016.pdf>